

Exposé sur l'Afrique

de Monsieur le Ministre Jean CUENDET,
Chef du Secrétariat politique du Département politique fédéral,
à la Conférence des Ambassadeurs de septembre 1976

Le thème de l'Afrique s'est imposé à nous cette année de manière toute naturelle, et pour deux raisons: le continent noir a été presque en permanence au premier plan de l'actualité et, ce qui nous importe beaucoup plus, les évolutions qui s'y dessinent risquent de toucher à de substantiels intérêts suisses, voire d'atteindre les moyens d'existence de nos colonies. C'est à ce sujet que s'adressera en particulier Monsieur l'Ambassadeur Iselin dans son exposé sur nos relations bilatérales avec les pays d'Afrique australe. Je vais chercher maintenant à traiter des problèmes généraux qui affectent en ce moment l'Afrique, me limitant en principe au plan politique.

I. Introduction

Le sujet est malaisé à étudier brièvement. L'unité compacte de la masse continentale africaine se manifeste plutôt dans des caractères négatifs: climats souvent extrêmes, populations dispersées, communications difficiles, division en ethnies et langages innombrables. L'opposition de civilisations est très tranchée entre les régions acquises à la religion islamique et celles qui relèvent des vieux cultes des ancêtres et des forces naturelles, celles-ci étant en même temps celles où les missionnaires chrétiens ont pu recruter des adeptes. Si l'Afrique a cherché récemment à se constituer en unité, l'élément fédérateur a été purement extérieur, l'expérience commune à la presque totalité du continent de la domination européenne.

- 2 -

C'est aussi cette même domination européenne qui a formé par réaction la classe politique africaine d'aujourd'hui et les mouvements qu'elle dirige; c'est encore elle qui a donné le cadre géographique et administratif des nouveaux Etats nationaux, qu'elle a aussi contribué à superposer à l'émiettement des tribus. C'est elle encore qui a mis en crise les sociétés traditionnelles en les confrontant à la civilisation moderne (sans leur donner d'ailleurs la possibilité de chercher à s'y adapter de manière autonome). Elle a préparé ainsi l'élimination des élites, sinon des mentalités traditionnelles. Enfin, les nouveaux leaders ont emprunté à la pensée européenne les concepts et les théories dont ils se réclament dans la lutte pour l'émancipation, puis dans la construction des nouvelles nations, et cela même lorsqu'ils prêchent le "retour aux sources".

Les hommes, cependant, sont restés les mêmes; les structures mentales persistent face aux situations nouvelles nées de la colonisation, de la lutte pour l'indépendance et du développement économique. Elles se maintiennent à côté des aspirations récentes à une élévation du niveau de vie et face aux efforts du pouvoir pour abaisser les barrières culturelles et tribales au profit de l'unité nationale et de la transformation de la société. Il en résulte des tensions qui se traduisent par des conflits internes, l'instabilité des gouvernements, parfois des guerres extérieures.

II. L'OUA

Précisément en raison de la diversité de l'Afrique, il me paraît utile de partir, pour chercher à comprendre les événements que nous vivons en ce moment, du point de convergence des efforts politiques des Africains: l'Organisation de l'Unité Africaine.

./.

- 3 -

Elle n'a pas trop bonne presse. On lui reproche de ne trouver l'unité dont elle se réclame que dans des appels à la lutte contre la domination blanche, de n'avoir pratiquement rien fait dans le domaine économique, et de n'avoir pas su résoudre les conflits qui se sont produits entre ses membres. Je voudrais, pour une fois, prendre sa défense. L'OUA est sans doute la plus active et la plus vivante des organisations politiques internationales; elle n'est pas dominée par un antagonisme du type Nord-Sud comme l'ONU, ou par une relation inégale du genre Etats-Unis - Amérique latine comme l'OEA. Qu'elle se soit fixé pour premier but l'émancipation de l'Afrique s'explique, comme nous l'avons vu, par le fait que cette émancipation est l'expérience commune de ses membres.

L'intégration économique de l'Afrique, de son côté, est, de par la situation géographique, un rêve lointain. Malheureusement, même les efforts régionaux ont souffert des rivalités entre dirigeants et nations.

Enfin, la solution définitive de graves conflits est, comme l'expérience nous le montre aujourd'hui, plus qu'on ne peut attendre d'une organisation d'Etats souverains. L'OUA a cependant réussi à neutraliser et à réduire plusieurs problèmes de ce genre, notamment frontaliers, des plus sérieux. Elle a en tout cas toujours affronté ces problèmes et accepté le prix qui en est souvent résulté, la division, voire une paralysie temporaire de l'Organisation lorsque les divergences étaient trop profondes. Elle s'est également montrée intraitable sur le respect des frontières issues de la colonisation, étouffant ainsi dans l'oeuf de nombreux conflits. Ce qui me paraît aussi remarquable et encourageant, c'est l'engagement des membres à l'égard de l'Organisation et le caractère ouvert des discussions. L'OUA a toujours été un excellent baromètre de la situation en Afrique; ce qui s'est confirmé en cette année de crises,

./.

III. L'affaire du Sahara occidental

La première de ces crises est la conséquence du retrait de l'Espagne du territoire du Sahara occidental, une zone désertique où ne vivent guère que des nomades, mais riche en gisements de phosphates.

Au point de départ du différend actuel se trouvaient les prétentions concurrentes du Maroc et de la Mauritanie sur ce territoire et la demande de l'Algérie d'un référendum d'auto-détermination dont elle espérait qu'il favoriserait le Front POLISARIO, l'organisation de libération qu'elle soutenait. L'avis consultatif demandé à la Cour Internationale de Justice, tout en reconnaissant certains liens entre les tribus nomades de l'Empire chérifien avant la conquête espagnole n'avait cependant pas conclu à une véritable souveraineté. Le Maroc soutenait, quant à lui, que selon le droit islamique les liens reconnus par la Cour Internationale de Justice suffisaient à établir ses prétentions. La "marche verte", remarquablement organisée par le gouvernement marocain, supplée aux difficultés juridiques. Le Maroc remporte un deuxième succès diplomatique par l'accord avec l'Espagne et la Mauritanie qui, en prévoyant le partage du territoire, mettait son voisin du Sud, sur lequel ses propres prétensions sont bien oubliées, de son côté, face à l'Algérie.

Selon l'accord tripartite, la consultation des habitants du Sahara occidental s'est faite en soumettant la question à l'assemblée locale recrutée parmi les notables, et non par un referendum. L'Algérie a contesté cette procédure et renforcé son soutien au POLISARIO. L'occupation du territoire par les troupes marocaines et mauritaniennes fut suivie d'un exode de réfugiés sahariens vers l'Algérie et d'opérations accrues de la part du POLISARIO. Quelques jours après l'occupation, cette organisation proclamait la République Arabe Saharienne Démocratique, aussitôt

- 5 -

reconnue par l'Algérie et plus tard par la Corée du Nord, Bénin et l'Angola. Les audacieuses opérations des leaders de la nouvelle "République" (dont un raid sur Nouakchott) ne leur ont guère réussi, et les Marocains, comme les Mauritaniens, semblent s'installer sans trop de difficultés dans les lieux. L'Algérie a pris, dès l'origine du conflit, une attitude très agressive, au point que l'on a pu craindre une guerre entre elle et le Maroc. Le Président Boumedienne a manifestement engagé son prestige dans cette affaire, qui n'a pas tourné à son avantage. Il a, il est vrai, réussi à empêcher l'intervention directe de la Ligue arabe; au contraire, et malgré l'opposition du Maroc et de la Mauritanie, c'est l'OUA qui s'en est occupée. Mais, après diverses péripéties, le "sommet" de l'Ile Maurice s'est borné à décider la réunion d'un autre "sommet", spécialement consacré au Sahara occidental. De l'avis de M. Oreja, il s'agit d'une décision qui tend à consolider la position des occupants, car le "sommet" ne pourra se réunir qu'après l'Assemblée générale des Nations Unies.

L'attitude intransigeante de l'Algérie dans cette affaire s'explique en partie (outre les intérêts matériels considérables en jeu) par les difficultés intérieures que le régime rencontre en ce moment et auxquelles il a cherché à parer en faisant approuver par un referendum un document de justification de sa politique intitulé "Charte nationale".

IV. L'affaire d'Entebbe

Je ne m'arrêterai pas à la tension entre les anciens partenaires de l'Union égyptienne soudano-libyenne. Il s'agit de l'escalade de différends remontant à plusieurs années. Plus significative sans doute, du point de vue psychologique et politique, est l'affaire d'Entebbe. Le coup a été porté au Président

./.

de l'OUA pour l'année en cours, au moment où il venait d'ouvrir le "sommet" de l'Ile Maurice. Mais ce n'est pas tellement cet affront que les Africains ont ressenti: une fois encore, un Etat occidental portait, grâce à sa supériorité technique, contre un Etat africain un coup que l'autre n'était capable ni de parer ni de rendre. On pouvait regretter tant qu'on voulait le comportement erratique et brutal de la victime, son double jeu dans l'affaire d'Entebbe, ses menaces contre ses voisins; une solidarité élémentaire s'établit avec lui qui alla jusqu'à l'acceptation du fiasco à l'ONU: la résolution retirée devant le Conseil de sécurité parce qu'elle ne pouvait obtenir une majorité. Cette solidarité n'alla d'ailleurs pas plus loin. Dans le conflit qui suivit avec le Kenya, les autres Africains offrirent leurs bons offices sans prendre parti.

V. La situation en Afrique australe

1. Caractères généraux

Les institutions africaines furent mises à l'épreuve de façon beaucoup plus rude encore dans l'affaire de l'Angola.

Avant d'en dire quelques mots, il me paraît utile de rappeler l'évolution de l'Afrique australe jusqu'au coup d'Etat qui mit fin, au Portugal, au régime de M. Caetano.

Alors que dans l'immense zone qui s'étend de Dakar à Dar-es-Salam la décolonisation s'est poursuivie, sinon sans à-coups (il y eut même un désastre au Congo), du moins sans interruption ni coup de frein, dans les régions d'Afrique australe le mouvement d'émancipation se trouva confronté à trois courants de résistance d'origine très différente, mais que leurs difficultés allaient rendre solidaires.

- 7 -

D'abord, le vieil esprit impérial portugais qui, sous l'impulsion de Salazar, refusait de s'incliner devant le nationalisme africain. Le Portugal poursuivait à l'égard de ses colonies une politique d'intégration inspirée du modèle brésilien, dont le manque de moyens avait cependant fortement limité les effets. Le régime Salazar identifiait donc les colonies à la métropole.

Le rude groupe des Afrikans (le vieux nom de "boers" me paraît plus approprié), qui compte environ 2 millions d'âmes, fier de son particularisme et de son indépendance, avait entraîné bon gré mal gré les Blancs anglophones d'Afrique du Sud dans une politique de "développement séparé" qui visait avant tout à préserver la position prédominante des Blancs dans l'économie et la politique. L'Afrique du Sud, seul pays industriel d'Afrique, offrait à ses habitants noirs un niveau de vie supérieur à celui du reste du continent, au prix des limitations et des vexations de l'appartheid dont je reparlerai tout à l'heure.

Enfin, les colons de Rhodésie avaient utilisé les structures d'autonomie interne établies d'abord par la puissance coloniale au profit exclusif des Blancs, pour créer leur propre Etat dans lequel les droits des Noirs étaient limités à quelques prérogatives reconnues aux chefs coutumiers.

L'esprit militant de l'OUA devait par nécessité se concentrer sur ces territoires, où des mouvements nationalistes noirs essayaient de s'affirmer avec des fortunes diverses.

Dans les colonies portugaises, plusieurs organisations armées menaient une petite guerre plus ou moins efficace. En Afrique du Sud, les chefs des groupements noirs, à l'origine très modérés, se trouvaient presque tous en prison. Le gou-

- 8 -

vernement sud-africain, s'appuyait sur les chefs traditionnels pour l'exécution de son programme de "homelands", qui devait concrétiser le "développement séparé" en assignant au Noirs des Etats dont ils seraient ressortissants et résidents permanents, leur domicile dans les territoires blancs (où se trouve concentrée l'industrie qui les emploie) étant considéré comme temporaire.

En Rhodésie, les leaders noirs, divisés entre eux, étaient également détenus et les résultats obtenus par les guerilleros basés sur les Etats noirs voisins (Zambie, Tanzanie) insignifiants.

L'OUA faisait de son mieux pour appuyer les opposants. Son comité de libération, siégeant à Dar-es-Salam, soutenait financièrement, dans la mesure de ses faibles moyens, les mouvements de résistance et cherchait à aplanir les différends et les rivalités entre chefs, mais sans grand succès. A l'ONU, le groupe africain menait une campagne constante contre les trois "pêcheurs" et leurs "complices" (notre pays, comme vous le savez, a été attaqué à plusieurs reprises pour l'engagement économique de ses entreprises en Afrique du Sud) et réussit à obtenir, avec le ferme soutien de la Grande-Bretagne, la proclamation de sanctions économiques contre la Rhodésie. Les résultats pratiques furent médiocres. Les sanctions qui devaient forcer le régime rhodésien de Ian Smith à accepter le "majority rule" avec le principe "one man, one vote" furent tournées de toute sorte de manières. L'économie rhodésienne supporta le choc et connut même, avec l'appui de l'Afrique du Sud et du Portugal, une forme un peu pervertie d'expansion.

./.

Le tableau que je viens de tracer de la région ne serait pas complet si l'on omettait les efforts de l'URSS et de la Chine pour s'assurer, par la fourniture d'armes et la formation militaire des guerilleros, la reconnaissance de mouvements de libération. Il est cependant important de noter que le résultat le plus clair de ces manoeuvres, jusqu'à l'année dernière, a été l'effet de démobilisation, et même de prosélytisme, produit dans l'armée portugaise par les longues campagnes d'outre-mer.

L'attitude intransigeante de l'OUA en Afrique australe n'était cependant pas sans nuances; alors que l'Angola, le Mozambique et la Rhodésie étaient considérés comme des cas classiques de décolonisation, le potentiel économique sud-africain inclinait à des vues moins tranchées. Derrière les condamnations sans appel de l'apartheid, se cachait mal l'espoir de voir cet énorme ensemble industriel et commercial conservé à l'Afrique. Dès 1971, la Côte d'Ivoire entrait en relations officielles avec le gouvernement de Prétoria, en vue d'obtenir un adoucissement de la politique d'apartheid et incitait à en faire autant. Ces contacts ont été régulièrement maintenus jusqu'ici. L'Afrique du Sud a d'ailleurs toujours eu des relations avec les pays enclavés dans son territoire (Botswana, Lesotho, Swaziland) et avec le Malawi.

2. L'affaire de l'Angola

Le coup d'Etat du 25 avril 1974 bouleversa complètement la situation. Dans une atmosphère d'improvisation, au milieu des multiples problèmes intérieurs qui l'assaillait, le Conseil des forces armées entreprit de donner l'indépendance aux colonies portugaises. Le Portugal paie aujourd'hui les conditions de ce retrait par un retour massif de ses ressortissants

d'outre-mer. L'indépendance de la Guinée-Bissau et du Mozambique se réalisa sans trop de mal, les organisations de libération étant assez homogènes. En Angola, en revanche, les tiraillements, d'abord surmontés par l'accord d'Algor, ne tardèrent pas à aboutir à une guerre civile.

L'exposé de Monsieur le Chef du Département s'est déjà arrêté longuement sur cette question; je n'y reviendrai pas.

Le débat au sein de l'OUA sur la reconnaissance de la nouvelle République populaire de l'Angola, préjugé par des décisions de reconnaissance comme celle du Nigéria, a révélé toute l'étendue du malaise causé par l'intrusion soviéto-cubaine. La conférence réunie à ce sujet au début de janvier dut se séparer sans résultat. Les succès du MPLA amenèrent cependant les Etats africains, à contrecœur, à reconnaître un à un le nouvel Etat.

L'inquiétude africaine est aisée à comprendre. Les justifications données par l'Union soviétique et Cuba à leur action reviennent à un droit d'intervention illimité dans des situations de ce genre, justifié par des critères vagues ou inconsistants (comme la protection de la souveraineté angolaise).

L'intervention a établi l'autorité du gouvernement du Dr Neto sur l'Angola. L'opposition continue cependant à combattre dans certaines zones de l'intérieur. Ce n'est cependant pas sur ce terrain que le résultat principal a été atteint, mais pour l'ensemble de l'Afrique australe, par l'accélération dramatique de l'évolution politique.

Avant de passer à ce sujet, laissez-moi éclairer encore quelques aspects de la décolonisation en Angola et au Mozambique.

3. Angola et Mozambique

Dans les deux cas, on a assisté à l'arrivée au pouvoir de deux mouvements nationalistes extrêmes d'inspiration socialiste. En Angola, ce mouvement s'appuie sur l'Union soviétique, au Mozambique, l'influence de la Chine a paru à l'origine prépondérante (mais une évolution semble s'être dessinée avec le voyage de M. Machel à Moscou et la fermeture de la frontière de Rhodésie. En Angola, la présence des troupes cubaines ne laisse évidemment guère de choix à M. Neto.

Il serait cependant injuste de voir dans ces pays de simples satellites. L'hostilité aux régimes blancs est une donnée normale chez des régimes révolutionnaires qui viennent d'accéder au pouvoir. Une prudence inattendue s'est manifestée en particulier par l'attitude angolaise à la frontière de Namibie, comme aux premiers temps de l'indépendance dans la position du Mozambique à l'égard de la Rhodésie. Les liens avec l'URSS se manifesteront surtout sans doute par un soutien des positions politiques de Moscou.

Le départ massif des Portugais pose naturellement des problèmes économiques sérieux et il reste à voir si la politique de mobilisation des masses pourra y remédier.

4. La Rhodésie

Le début du processus de décolonisation portugais avait en effet amené un certain dégel des fronts, face à la Rhodésie et à l'Afrique du Sud. A la suite d'efforts renouvelés du gouvernement britannique, les quatre principaux dirigeants des Etats noirs de la région, MM. Nyerere, Kaunda, Khama et Machel, s'étaient déclarés prêts à favoriser des

- 12 -

négociations entre les dirigeants noirs de Rhodésie, au préalable remis en liberté, et M. Ian Smith. Le gouvernement sud-africain, dont les relations avec certains dirigeants souverains d'Afrique noire étaient également en train de s'améliorer, s'offrit à s'entremettre auprès de M. Smith. Les difficultés étaient doubles; d'une part, il n'était pas du tout certain que M. Smith fût cette fois-ci prêt à accepter les conditions posées par le gouvernement britannique (c'est-à-dire le principe "one man, one vote", à bref délai) et d'autre part, les dissensions entre leaders noirs, plus graves que jamais, ouvraient à l'habile M. Smith de nombreuses possibilités de manoeuvres.

Ce fût finalement le plus modéré de ces leaders, M. Nkomo, qui participa aux entretiens; à ce moment, le MPLA avait déjà pratiquement triomphé en Angola et on spéculait sur l'emploi des troupes cubaines pour la "libération" d'autres territoires africains. Le Mozambique, qui avait maintenu sa frontière ouverte avec la Rhodésie depuis l'indépendance, décida soudain de la fermer. Les négociations échouèrent, tandis que le Conseil de sécurité était saisi d'une plainte demandant la condamnation de la seule intervention sud-africaine en Angola et de nouvelles sanctions contre la Rhodésie.

Avec la fermeture de la frontière mozambienne, la pression s'est encore accrue sur la Rhodésie. M. Smith a cherché à y parer en associant des chefs traditionnels à son gouvernement et contrebattant l'activité des guerilleros au Mozambique. Des mesures ont aussi été prises pour ralentir l'émigration.

./.

L'aggravation de la situation en Afrique a incité M. Kissinger à un voyage dans les capitales africaines noires. Ses discours ont manifesté l'évolution de la politique américaine par rapport au début des années 70, à l'époque où l'administration laissait passer l'amendement Byrd permettant l'achat de chrome en Rhodésie. Dans son discours de Lusaka, M. Kissinger, partant de la nécessité de réaliser la "justice raciale", s'est prononcé pour la "majority rule" en Rhodésie, ce but devant être atteint par des négociations conduisant à bref délai à un accord. Plus récemment, il a cherché à obtenir le consensus de M. Vorster pour atteindre ce but. La rencontre de Zurich verra certainement ce sujet repris et approfondi.

5. Afrique du Sud

Il est clair que les événements que je viens de décrire représentaient pour l'Afrique du Sud la promesse de difficultés accrues et aggravaient sa position générale. Celle-ci restait cependant extrêmement solide en raison de l'écrasante supériorité économique et militaire dont le pays dispose sur ses voisins.

C'est de l'intérieur que le défi est venu, et sous une forme qui correspond d'une manière assez inquiétante à la situation créée dans les agglomérations noires par la politique d'apartheid. Celle-ci, comme nous l'avons vu, rattache le Noir à un "homeland" (il y en a neuf en tout), où il est censé avoir sa résidence permanente, et ne tolère sa présence dans les territoires blancs qu'à titre temporaire et pour remplir les tâches requises par l'économie de ces zones. L'application du système est contrôlée par les fameuses "passlaws", et la politique d'urbanisme des "townships" noires y est adaptée,

c'est-à-dire que les habitations sont des constructions plus ou moins sommaires, et qu'un minimum absolu de services est fourni, les loisirs et le commerce étant particulièrement négligés.

La politique d'apartheid est garantie en outre par une foule de lois d'exception qui ont successivement fait mettre hors la loi toutes les organisations noires qui la critiquaient, même si elles s'en tenaient au respect des formes constitutionnelles. En vertu de cette même législation, les leaders politiques sont en prison ou en exil, et n'ont guère d'influence sur leurs frères de race.

Le résultat a été une passivité à peu près totale de la population noire depuis les incidents de Sharpeville (1960). En même temps, cependant, on voit qu'il s'était constitué dans l'ombre des mouvements (Black Consciousness, Black Power), dont les chefs sont aujourd'hui encore anonymes, mais qui se réclamaient d'idées beaucoup plus extrêmes, culminant dans un complet rejet de la civilisation occidentale. Ces chefs trouvent du soutien surtout dans la nouvelle génération qui se révolte contre l'apathie des gens d'âge mûr.

C'est précisément par une révolte scolaire que les troubles ont commencé, pour continuer par l'établissement de piquets de grèves imposant des arrêts du travail. La fureur de destruction des manifestants a plus frappé que leur capacité à affronter les forces de l'ordre, et les dommages se sont étendus en dehors des grandes agglomérations-dortoirs à toutes sortes d'institutions destinées à la population noire. Les émeutes, d'abord dirigées contre certains abus, mettent aujourd'hui en cause l'ensemble de l'apartheid. Elles ne sont pas localisées, mais ont touché plusieurs provinces.

- 15 -

L'immobilisme du gouvernement a frappé les observateurs et inquiété la population blanche. En fait, M. Vorster et ses collègues ne s'étant pas décidés à sortir du système de l'apartheid n'ont que peu à offrir aux Noirs. Leur politique régressive les a également privés d' "interlocuteurs valables". Les dirigeants des "homelands", choisis avec l'appui de Prétoria, se sont récemment refusés à apparaître en cette qualité et les responsables des grandes agglomérations sont encore moins représentatifs.

Il est donc difficile de partager l'optimisme du gouvernement qui s'attend, à l'en croire, à un prochain retour au calme. Il est plus probable que les troubles vont se poursuivre, avec un appui croissant des pays noirs voisins et d'organisations telles que l'OUA, et même l'ONU (le Conseil de sécurité a déjà condamné l'Afrique du Sud après les premières émeutes de Soweto).

La rencontre de MM. Kissinger et Vorster, à Zurich, soulève la question du rôle des puissances occidentales dans la zone. Elles sont hautement intéressées à la survie du potentiel économique sud-africain, dans des conditions telles que la population blanche puisse rester sur place. L'importance stratégique du Cap de Bonne Espérance, quelquefois un peu exagérée, ne peut être négligée non plus. Partant de la stabilité supposée du système politique, les Etats-Unis s'étaient abstenus jusqu'à présent d'entrer dans les vues des Etats africains, qui demandaient une pression sur Prétoria pour une réforme des institutions. Le temps presse maintenant, et dans la continuité de la nouvelle politique américaine définie à Lusaka par M. Kissinger - où il a demandé de voir "une claire évolution dans un délai raisonnable" - une telle action est parfaitement concevable, si elle n'est pas sur le point d'avoir lieu.

- 16 -

L'attitude des deux voisins les plus modérés de l'Afrique du Sud, la Tanzanie et la Zambie, est, comme jusqu'ici, ambiguë. En principe, ils sont engagés à soutenir la "lutte armée" du peuple d'Azanie, comme l'a décidé le sommet de l'OUA à l'Ile Maurice. En fait, la démarche pragmatique du Secrétaire d'Etat est beaucoup plus près de leurs intentions réelles. Encore faut-il qu'elle porte des fruits assez rapidement. Si l'affrontement violent devient inévitable, ils n'auront ni les moyens ni le loisir de s'interposer en vue d'une solution pacifique.

Une telle perspective soulève inévitablement la question du rôle que pourraient jouer dans ce cas les Etats-Unis, voire d'autres pays occidentaux. En Afrique du Sud, on semble nourrir l'espoir, en dernier ressort, d'une intervention massive, c'est-à-dire armée, pour sauver ce "bastion du monde libre", ainsi qu'on aime à l'appeler à Prétoria.

Il est naturellement difficile de prévoir ce qui se passerait en cas de massacres étendus et prolongés. Jusqu'à présent, l'hypothèse d'une intervention n'est pas envisagée dans les capitales occidentales et semble pouvoir être surtout utilisée par la propagande sud-africaine pour inciter ses voisins à la modération. La sagesse politique commande évidemment que tout soit entrepris pour éviter une telle extrémité.

* * * * *